

ProfilSup

**LES ENJEUX
MAJEURS
DU XXI^e SIÈCLE**

ÉCONOMIE, SOCIÉTÉ
ET ENVIRONNEMENT

L'actualité en 96 fiches

Jean-Claude Vérez



Partie 1.

**L'économie comme
discipline académique**

Les principes fondamentaux de l'économie

L'économie traite de la création des richesses, de l'échange et des choix ou arbitrages, individuels et collectifs. Les biens et les services intéressent l'économiste dès lors qu'ils sont utiles, rares et accessibles. Si un arbre est essentiel pour un écologiste, en tant que tel il représente moins de valeur au sens économique. En revanche, si l'arbre est au sol parce qu'il a été abattu, il représente immédiatement une valeur puisque son tronc voire ses branches représentent une matière première réutilisable : le bois. Le tronc au sol apporte finalement une valeur à l'arbre enraciné. On parle ainsi de valeur ajoutée et la richesse d'une économie nationale n'est rien d'autre que la somme des valeurs ajoutées, soit le Produit intérieur brut (PIB) qu'on dissocie du Produit national brut (PNB) ou encore du Revenu national brut (RNB). En taxant la valeur ajoutée, la puissance publique a créé la TVA, la taxe sur la valeur ajoutée (nous y reviendrons).

La **rareté** comme objet d'études de l'économie s'entend au sens relatif (à l'opposé de l'abondance) : si par l'absurde, tous les arbres venaient à tomber, la quantité de bois s'en trouverait immédiatement accrue et sa valeur diminuerait ; l'**utilité** comme autre objet d'études satisfait un besoin : le bois permet de se chauffer par exemple ou de construire des meubles voire des chalets ; l'**accès** au bien est indispensable sans quoi l'objet ne représente aucun intérêt. Un bien utile et rare ne présente aucun intérêt s'il n'est pas accessible.

Une fois ces principes reconnus, les économistes analysent l'offre et la demande à un niveau individuel (microéconomique) ou à un niveau global (macroéconomique) ; s'ensuivent des situations d'équilibres ou de déséquilibres. L'ouvrage qui privilégie la macroéconomie ne se contente pas d'analyser des grandeurs mais aussi leur interdépendance et leur compatibilité. Sans s'opposer à la microéconomie, la démarche tente ainsi de comprendre comment un nombre d'acteurs très différenciés dans le monde parvient (ou non) à satisfaire leurs besoins.

On commence par identifier les hypothèses et les outils méthodologiques de l'économie (**fiche 1**) avant d'analyser les biens économiques, les ressources et les besoins (**fiche 2**). On poursuit avec l'étude de l'offre globale, de la demande globale et le niveau des prix (**fiche 3**), avant de terminer par l'équilibre et le déséquilibre des marchés (**fiche 4**).

Fiche 1 Hypothèses et outils méthodologiques

1. Les hypothèses

L'économie repose avant tout sur des hypothèses, discutables et discutées, qui ont évolué du fait des progrès de la connaissance scientifique. On commence par la fonction de demande qui est présentée comme une relation entre les prix et les quantités. L'hypothèse consiste à considérer un agent doté d'un revenu monétaire qui consomme un bien selon le prix du bien et selon le principe suivant : plus le prix du bien augmente, plus la quantité consommée baisse. Ce raisonnement qui repose sur une hypothèse relative à la demande de consommation est évidemment probable mais ne saurait être généralisé. Sauf à affirmer que l'*homo oeconomicus* veille en chacun de nous, soit la capacité à maximiser son utilité sous contrainte budgétaire. Cette hypothèse à son tour est acceptable mais non généralisable ou non exclusive : autant l'agent économique est doué de rationalité ce qui l'autorise à hiérarchiser ses préférences (consommer ou épargner, consommer un bien plutôt qu'un autre), à faire des calculs, à concevoir un ordre économique cohérent, autant ce même agent peut être soumis à des influences, à des modes de sorte que c'est une hypothèse de travail et non une vérité absolue.

Keynes considérerait que derrière tout comportement rationnel au sens de l'*homo oeconomicus* se cachaient aussi des pulsions, des « esprits animaux » qui pouvaient répondre au critère de la rationalité mais, simultanément, s'en éloigner. Citons l'exemple d'un individu qui vient de boire sa première bouteille d'alcool avant midi ; sur le plan de sa santé et de son état en général à cette heure, il sait qu'il est préférable de renoncer à un autre verre d'alcool. Cela représente un coût financier et un risque sanitaire. Pourtant, il va consommer d'autres verres parce que cela lui procure un bien-être, une euphorie ou tout simplement parce que ça atténue son mal-être. En soi, c'est tout à fait rationnel que de vouloir se sentir mieux, du moins dans le court terme. Le psychologue et/ou le médecin analyserait un tel comportement à partir d'hypothèses différentes telle l'addiction tandis que le sociologue pourrait révéler chez les jeunes qui sortent et boivent le soir un besoin d'appartenance sociale qui consiste à afficher un mode de consommation destiné avant tout à être intégré à un groupe social.

In fine, l'hypothèse d'un consommateur représentatif de tous les consommateurs, calculateur et rationnel, est donc discutable et discutée. En revanche, elle nous renvoie à une autre hypothèse forte : le choix individuel, choix qui implique de renoncer à un autre choix. Si je consomme plus de pain, je renonce à consommer moins de riz car mon budget est contraint. Les économistes appellent cela le coût d'opportunité soit ce à quoi un agent économique

accepte de renoncer pour obtenir un bien. Choisir, c'est renoncer ce qui revient à opérer un arbitrage entre coût et bénéfice. De là, une nouvelle hypothèse a cours en économie, le calcul à la marge : quel est le coût marginal que je suis prêt à payer et donc quel est le renoncement marginal que je suis prêt à accepter pour consommer une unité supplémentaire d'un bien ?

Ce calcul à la marge est essentiel aussi chez les entrepreneurs. La fonction de production est par nature technique ; elle associe le facteur travail (main-d'œuvre) et le facteur capital (machines). La combinaison des deux facteurs contribue à produire un bien qui va représenter un coût. On dissocie le coût total, le coût unitaire et le coût marginal, soit le coût de la dernière unité produite. Jusqu'à un certain volume de production, le coût marginal diminue car l'entreprise amortit ses investissements. Au-delà, il faudrait acheter de nouvelles machines, embaucher de nouveaux salariés, etc. ce qui augmente le coût total, et au moins dans un premier temps, le coût unitaire et le coût marginal. Les conditions pour un nouvel investissement ne sont plus réunies.

Parmi les autres hypothèses essentielles, il faut citer la valeur, soit la valeur utilité ou la valeur travail. La valeur utilité correspond à la valeur qu'on accorde à un bien, soit l'utilité qu'il nous procure ; de fait, cela détermine le prix qu'on est disposé à payer. Pour des économistes comme Marx, il convient de retenir l'hypothèse de la valeur travail, soit le fait que la valeur d'un bien est d'autant plus élevée que la quantité de travail nécessaire pour produire ce bien est elle-même élevée. On peut également citer Walras pour qui la valeur est associée à la rareté avec à la clé cette affirmation bien connue : ce qui est rare est cher.

Très vite, on comprend que tout est sujet à discussion. Les détracteurs de l'économie y trouvent un « argument » pour considérer que l'économie ne peut être associée à une science. Là n'est pas l'essentiel. Il est raisonnable de penser que les politiques économiques et les politiques sociales atteindront d'autant plus leurs objectifs qu'elles auront échappé à des hypothèses trop restrictives, faisant fi des débats contradictoires entre économistes. La pandémie des années récentes a montré s'il en était besoin que tout choc exogène pouvait rapidement remettre en cause certains équilibres, modes de fonctionnement et autres pratiques accumulées dans le temps. Elle a contraint par ailleurs les acteurs à réviser leur mode de vie, leur déplacement, leur rapport aux autres, outre les contraintes sur la production, la consommation, l'échange. Elle nous a rappelé aussi qu'il était sans doute préférable de concevoir lesdites politiques comme des politiques globales plutôt que comme des politiques sectorielles juxtaposées. Enfin, elle a montré les limites des certaines hypothèses et/ou certitudes.

Parmi les hypothèses balayées, citons celle relative à l'autorégulation de l'économie de marché. Dans tous les pays, la puissance publique est intervenue. Mais, simultanément, la crise sanitaire a révélé les failles des politiques

publiques (du moins, par exemple en France, les failles de certains aspects de la politique de santé), avant de se transformer en crise économique obligeant la puissance publique à intervenir massivement. Les mêmes qui critiquaient l'État *ex ante* l'ont réclamé *ex post*, sans limite! Les adeptes des déficits limités et du contrôle de la dette publique ont été contraints d'accepter une hausse des dépenses par le recours à la dette. Notre partenaire allemand a même accepté un financement commun de la dette-covid alors que depuis la seconde guerre mondiale, pour les raisons que l'on sait, leur choix de politique économique a toujours reposé sur les hypothèses majeures suivantes : lutter contre l'inflation, encadrer les déficits publics, limiter la dette publique. Le dogme a donc été rompu et, eu égard aux circonstances, c'était ce qu'il fallait faire, quitte à remettre en cause des hypothèses et (?) des croyances bien établies chez les décideurs.

Si les prévisions économiques ne sont pas fiables, pas toujours fiables, c'est parce que les sciences économiques sont aussi des sciences sociales et donc sujettes à des comportements qu'il est impossible de reproduire à l'identique dans un laboratoire expérimental. Toutefois, comme d'autres sciences, l'économie a une finalité, un objet d'études et une méthode.

2. Les outils méthodologiques

De nombreux outils sont à la disposition des économistes : les théories, les statistiques, le calcul, l'observation et toute autre démarche empirique et appliquée, la modélisation.

Pour Adam Smith, la **finalité** est de procurer un revenu suffisant au peuple ainsi qu'à la communauté (ou à l'État) pour assurer le service public. Il faut donc étudier la création des richesses. Par richesse, on peut entendre des biens matériels, des services nécessaires à l'existence et au bien-être. Ces richesses, biens ou services, satisfont un besoin et donc procurent une utilité à même de répondre à ce besoin. Comme l'utilité et le besoin sont relatifs, la notion de richesse est aussi relative et subjective. Il n'y a pas par ailleurs de richesses sans échange. L'échange, qui est un acte essentiel en économie, n'a de sens que si ce qui est offert est demandé et inversement. L'acte économique se révèle quand il y a un transfert, un déplacement des biens entre les agents. Il est de fait social par essence. Et depuis la monétarisation de l'économie, le transfert le plus élémentaire qui soit suppose deux sujets en présence, avec une main qui reçoit et une autre qui donne ou qui paie. C'est pour cette raison que l'on recourt à un vocabulaire choisi : une entrée et une sortie, un débit et un crédit, un actif et un passif. La comptabilité en partie double exprime bien cela. De la sorte, un acte gratuit n'est pas un objet d'études majeur des sciences économiques, à moins qu'il ne fasse l'objet d'une contrepartie à court ou moyen terme.

L'**objet** de l'économie est le comportement humain et en cela, comme évoqué à l'instant, l'économie est une science sociale qui cherche à analyser et à comprendre les relations au sein de la société. En essayant d'en décrire le fonctionnement, elle autorise les prévisions de sorte que l'objet d'études peut s'inscrire dans une double démarche : positive (qui consiste à décrire ce qui est) et normative (qui consiste à prescrire ce qui devrait être). La méthode est à la fois théorique et empirique avec l'objectif de rapprocher conclusions théoriques et observations empiriques.

Cela nous amène à nous pencher sur les **méthodes** des économistes qui se sont opposées et ne cessent de s'opposer : celle qui raisonne et celle qui observe, ce qui revient à développer une démarche déductive ou inductive. Autant la science pure ne s'occupe pas des faits, autant la science positive ou expérimentale se forme à partir des faits observables. On pourrait encore parler de connaissance abstraite et universelle qui dégage des lois économiques sous forme de théorèmes ou de connaissances concrètes, liées à l'espace et au temps. Il est heureux de ne pas exclure l'une ou l'autre de ces deux méthodes.

En science économique pure, la rationalité est au cœur de la réflexion. Pour Léon Walras, qui a écrit *Éléments d'économie politique pure* en 1874, le langage mathématique est par essence rigoureux et apte à traiter les problèmes économiques et, depuis, de nombreux économistes n'ont cessé de participer à la construction de cette économie pure et rationnelle pour laquelle l'acte économique majeur est l'efficacité la plus grande possible. On en déduit qu'il faut recourir au calcul pour maximiser l'utilité et minimiser le coût. On recourt au calcul différentiel ou au calcul à la marge et on formalise les comportements des agents par des équations et ce qui est établi pour un agent individuel et ensuite généraliser à un ensemble de x agents échangeant entre eux y marchandises. Pour faciliter le choix des décideurs, les économistes recourent encore à la modélisation, soit à une schématisation représentative de la réalité économique. Celle-ci est tellement complexe qu'il faut la « réduire » à quelques relations entre différentes variables. La modélisation permet d'identifier des relations de cause à effet entre ces variables. Il existe des variables expliquées (endogènes) et des variables explicatives (exogènes). La modélisation, bien qu'imparfaite, aide à la prévision et représente un outil d'aide à la décision utile pour l'action publique. **L'économie normative** propose des prescriptions sur la manière dont l'économie devrait fonctionner.

L'économie positive ou expérimentale a commencé avec la démarche descriptive : c'est la méthode des récits et des monographies qui cherche à décrire la manière dont l'économie fonctionne effectivement. Elle a depuis évolué et Esther Duflo, récemment lauréate du prix Nobel d'économie, y recourt pour analyser par exemple la pauvreté ou les privations dans les pays en développement. Prenons un cas concret : distribuer un manuel scolaire à

des élèves relève-t-il leur niveau scolaire ? Sur la base d'une école ou d'une classe, on divise l'échantillon en deux et seul l'un des deux groupes reçoit le manuel. On vérifie ensuite si cela a eu ou non un impact, ce qui permet de juger de l'utilité (ou pas) de la mise à disposition d'ouvrages. *A priori*, on pense que le fait de posséder un manuel est en soi un atout pour améliorer ses connaissances. C'est aussi crédible que d'imaginer les étudiants aller à la bibliothèque universitaire sous prétexte qu'elle est localisée sur le campus !

Dans les pays en développement très pauvres, l'accès à une école ou la lecture d'un manuel est aussi conditionné par la santé de l'élève, par l'accès à la nourriture, par la distance qui sépare son lieu de vie de sa classe. On peut encore y associer la présence (ir)régulière en classe qui peut être perturbée par les saisons agricoles et la contrainte d'aider aux travaux des champs. Il ne s'agit pas de remettre en cause l'utilité des livres et encore moins la scolarisation mais de comprendre que toutes les situations ne sont pas équivalentes, que toutes les (bonnes) intentions peuvent se heurter à des réalités différentes et qu'il est donc nécessaire de ne pas généraliser systématiquement. Si la méthode expérimentale pêche faute de pouvoir être généralisée, elle peut obtenir de meilleurs résultats ou se rapprocher des objectifs initiaux. Mais c'est un fait qu'elle ne peut prétendre à l'universalité de l'économie pure ou du moins à sa représentativité.

Plutôt que d'opposer les deux méthodes, l'objectif de l'économiste est de réfléchir à la manière avec laquelle une économie est efficace, ce qui consiste à utiliser les ressources aussi efficacement que possible. Dès lors que l'économie augmente le bien-être de tous ou, du moins, augmente le bien-être de certains sans baisser celui des autres, l'objectif est atteint. Tout cela peut être par ailleurs compatible avec l'équité si chacun obtient sa juste part. Et quand le marché n'est pas efficace, l'intervention des pouvoirs publics peut se justifier en améliorant le bien-être de la société et de sa population. Inversement, cette intervention qui exige de mobiliser des moyens budgétaires et des ressources humaines doit faire l'objet d'une analyse critique quand elle n'atteint pas ses objectifs. Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire d'être dogmatique à propos de l'économie de marché et de l'intervention publique : il faut mesurer au cas par cas là où la sphère privée est préférable au secteur public et, inversement, là où l'État peut se substituer au marché quand ce dernier est défaillant.

Avant de développer davantage les principes fondamentaux de l'économie dans les fiches suivantes, on comprend dès à présent que les hypothèses, les raisonnements et outils mobilisés par les économistes sont sujets à débat. Là où certains y voient un manque de rigueur scientifique, d'autres au contraire y trouvent un intérêt rappelant que l'économie s'intéresse au bien-être des êtres humains et à celui de la société. Toute société est par définition plurielle, complexe au point qu'il est préférable d'avoir des doutes plutôt que des certitudes.

Fiche 2 **Les biens, les ressources et les besoins**

1. Les biens

Un bien est défini par son utilité et par son aptitude à satisfaire des besoins humains ; un bien économique doit en plus être rare car s'il est abondant, il s'apparente à un bien gratuit et accessible sans contrainte. Il faut entendre la rareté comme une rareté relative car un bien rare en valeur absolue n'est pas suffisamment accessible (La Joconde de Léonard de Vinci par exemple). Le bien économique se dissocie encore d'un bien naturel (l'air) qui ne nécessite pas d'être produit.

On peut catégoriser les biens : 1/ Les biens fongibles (qui se consomment par l'usage) et les biens non fongibles. 2/ Les biens primaires ou de première nécessité et les biens ostentatoires. 3/ Les biens ordinaires et les biens de luxe. 4/ Les biens durables (un ordinateur) et les biens non durables (un mouchoir). 5/ Les biens matériels et les biens immatériels (données informatiques). 6/ Les biens de consommation et les biens de production. 7/ Les biens substituables et les biens complémentaires. 8/ Les biens privés et les biens publics.

Si l'économie analyse les biens à partir de la sphère de la production et de l'appropriation privée (excepté les biens publics bien entendu), en suivant les règles du marché, la sociologie raisonne différemment avec notamment la possibilité de consommer un bien pour des raisons non économiques. Le potlatch par exemple qui relève d'un comportement culturel pratiqué dans les tribus du monde amérindien et dans de nombreuses ethnies de l'océan Pacifique jusqu'aux Indes, est basé sur le don et le contre-don dans le cadre de partages symboliques. Une personne offre un objet en fonction de la valeur (subjective) qu'elle lui accorde et, en contrepartie, l'autre personne offre en retour un autre objet dont la valeur sera estimée comme équivalente à celle du premier objet offert. La valeur ne s'entend pas ici au sens économique mais symbolique.

Si donc pour l'économiste, un bien se rapporte à la satisfaction matérielle qu'il procure (valeur d'usage) et à son prix de vente (valeur d'échange), il peut également répondre à une valeur symbolique. Il peut encore s'apparenter à un signe de distinction sociale. Pierre Bourdieu dans *La Distinction* (1979) considère que la consommation des biens les plus divers est étroitement associée à la classe sociale à laquelle on appartient : manger une sardine en boîte n'équivaut pas dans l'esprit des consommateurs à une sole fraîche ; porter un costume trois pièces ne se confond pas avec un pantalon d'usage et rouler en voiture d'occasion se distingue du dernier modèle décapotable.